

MUTUELLE COMMUNALE DE SISTERON

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés

La commune de SISTERON, sise place de la République - 04200 **SISTERON**, représenté par **Monsieur le Maire, Daniel SPAGNOU**, dument habilité par délibération n° 2024-09-03-SG en date du 16 octobre 2014,

ci-après désignée « Commune de SISTERON » ou « SISTERON »

d'une part,

et

La Mutuelle de France Alpes du sud dont le siège social est situé 16, avenue des Arcades – 04200 SISTERON, représentée par Mme Laurence ALLIX en sa qualité de Directrice, dûment habilitée à l'effet des présentes,

ci-après désignée « Mutuelle de France Alpes du sud » ou « La Mutuelle »

d'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT

Dans le cadre de sa politique sociale, la Commune de SISTERON a par délibération du 16 octobre 2024, émis le souhait de pouvoir proposer une complémentaire santé, solidaire et responsable, à l'ensemble des habitants de la commune.

La consultation correspondante pour mettre en concurrence les prestataires potentiels, lancée en mai 2024, a permis de retenir l'offre de la Mutuelle de France Alpes du sud.

L'objet de la présente convention est de définir les conditions de partenariat entre la commune de SISTERON et la Mutuelle.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de décrire les conditions et les modalités de collaboration entre les Parties, dans le cadre de la mise en place d'une complémentaire santé pour tous les habitants de SISTERON. Elle vise à **faciliter le rapprochement entre les habitants de SISTERON et la Mutuelle de France dans un cadre sécurisé**, afin de permettre d'apporter une réponse d'accès aux soins pour l'ensemble des habitants de la commune de SISTERON, résidents principaux.

ARTICLE 2 : Engagements de la Mutuelle de France Alpes du sud

2.1- Souscription et exécution des contrats :

La Mutuelle de France Alpes du sud s'engage à proposer aux habitants de SISTERON les contrats de mutuelle santé figurant dans son offre du 14 juin 2024 retenue par la Commune de SISTERON sur la base des trois niveaux de garantie définis et selon la grille tarifaire détaillée en fonction de la composition familiale et des tranches d'âges définies.

Les garanties porteront les dénominations suivantes :

- Garantie de base : LA BAUME
- Niveau 1 : LE GAND
- Niveau 2 : LA CITADELLE

Des adaptations de l'offre initiale pourront être proposées à tout prospect (options, gamme traditionnelle...) dans la mesure où elles conduisent à améliorer les garanties et/ou tarifs proposés.

La Mutuelle de France Alpes du sud exercera une mission de conseil auprès des habitants. Elle réalisera systématiquement une étude personnalisée des besoins, et proposera la CSS aux candidats éligibles en les accompagnant dans les démarches.

La Mutuelle de France Alpes du sud accompagnera les administrés dans leurs démarches administratives de souscription/résiliation de contrat. Le déménagement de la commune entraînera, à la fin de l'année civile, la sortie de l'adhérent de la garantie communale.

Il est précisé, de convention expresse, que la Mutuelle de France Alpes du sud conserve l'entière responsabilité de la mise en œuvre des adhésions conclues avec les adhérents et de tous litiges pouvant en résulter.

Elle s'engage à répondre à toute réclamation et demandes reçues par la commune de la part des adhérents. La mairie de SISTERON n'aura de rapport financier ni avec la Mutuelle de France Alpes du sud ni avec les usagers contractants.

2.2- Evolution des cotisations :

Les cotisations des différentes garanties évolueront en fonction de la sinistralité mais également des transferts et des remboursements du régime obligatoire.

2.3- Communication :

La Mutuelle de France Alpes du sud s'engage à communiquer auprès des habitants de SISTERON et à diffuser une présentation du partenariat, objet de la présente Convention sur ses différents supports de communication internes et externes ainsi que les différentes actualités relatives au projet.

La Mutuelle de France Alpes du sud s'engage à diffuser une information claire et précise sur les différents dispositifs d'aide (CSS) détecter et accompagner les administrés pouvant en être bénéficiaires.

Mis en ligne le 17/10/2024 à 11h07p publique de lancement sera organisée à une date à convenir entre les Parties.

REÇU EN PREFECTURE

le 17/10/2024

Application agréée E-legalite.com

2.4- Modalités d'accueil du public :

La Mutuelle de France Alpes du sud s'engage à effectuer des visites à domicile pour les personnes ne pouvant se déplacer, sur demande et sur RDV, les jeudi après-midi de 14h à 18h.

2-5 : Prévention :

La Mutuelle de France Alpes du sud s'engage à mener, chaque année, en collaboration avec la commune, des actions de prévention autour des thèmes (à titre indicatif) de l'audition, la vision, la nutrition, les troubles musculo squelettiques... La thématique et le public cible seront définis en concertation avec le CCAS.

ARTICLE 3 : Engagement de la Commune de SISTERON

3.1- Communication :

Tout en associant le CCAS, La commune de SISTERON s'engage à faire état du présent partenariat sur toutes publications ou sur tout support de communication, ou au cours de réunions, en relation avec le projet

Tout en associant le CCAS, La commune de SISTERON s'engage aussi à promouvoir le partenariat mis en place sur les supports communaux à sa disposition : gazette et bulletin municipal, site Internet, page Facebook, etc...

3.2- Permanences d'accueil du public :

Dans le cas où des permanences seraient exceptionnellement mises en place, la commune de SISTERON mettra à disposition gratuitement une salle communale afin que les conseillers de la Mutuelle puissent accueillir le public et organiser des rendez-vous personnalisés avec les prospects et les adhérents.

Le cas échéant, une convention de mise à disposition précisant les conditions d'utilisation du local sera établie.

ARTICLE 4 : Durée de la Convention

La présente convention est conclue pour une **durée de 3 ans** à compter de sa date de signature.

Au terme des trois ans, elle sera renouvelable par tacite reconduction à chaque échéance pour une durée d'un an.

ARTICLE 5 : Suivi et évaluation du partenariat

La Mutuelle de France devra présenter annuellement un rapport d'activité et un compte de résultat/bilan de son activité sur la commune.

ARTICLE 6 : Confidentialité et secret professionnel

Hormis pour les actions de communication réalisées dans le cadre du Projet, les Parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la Convention qu'après la fin de celle-ci, les informations à caractère personnel de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes.

Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

ARTICLE 7 : Résiliation - Révision

La convention pourra être résiliée par chacune des parties par lettre recommandée avec accusé de réception six mois avant chaque échéance annuelle.

La résiliation de la convention de partenariat n'entraînera pas la résiliation des contrats souscrits avec les adhérents.

En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des Parties de l'une quelconque des dispositions de Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties de trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la présente Convention.

La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties.

Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.

ARTICLE 8 : Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Marseille.

Fait en deux exemplaires originaux.

A SISTERON, le.....

M. Daniel SPAGNOU

Maire de SISTERON

Mme Laurence ALLIX

Directrice Mutuelle de France Alpes du Sud